

Cahier des charges fonctionnel et technique

PRESTATION SPECIFIQUE « SE PROPULSER VERS L’EMPLOI »

Marché de services d’insertion professionnelle auprès des   
personnes a la recherche d’un emploi de la region AUVERGNE RHONE ALPES

Procédure prévue à l’article R.2123-1 3) du code de la commande publique

**SOMMAIRE**

**1. PRESENTATION DE LA PRESTATION Page 5**

**2. PUBLIC CONCERNE Page 6**

**3. DUREE ET ORGANISATION DE LA PRESTATION Page 7**

**4. DECLENCHEMENT DE LA PRESTATION Page 8**

**5. CONTENU DE LA PRESTATION Page 9**

**6. LIVRABLES ATTENDUS Page 13**

**7. GOUVERNANCE ET DEPLOIEMENT Page 13**

**8. MOYENS ET COMPETENCES NECESSAIRES Page 13**

**9. RENCONTRE PREALABLE AUX PREMIERES PRESCRIPTIONS Page 14**

**Annexes :**

**Annexe 1 Schéma de la prestation**

**Annexe 2 livrables**

**Annexe 3 liste des établissements pénitentiaires concernés avec agence prescriptrice**

# **GLOSSAIRE**

**Prestataire :**

Organisme dispensant la prestation.

**Bénéficiaire** :

Personnes détenues visées par la convention nationale 2023-2025 entre France Travail et le Ministère de la Justice, à savoir : inscrites en catégorie 4-Placées sous Main de Justice et suivies à ce titre par un conseiller France Travail Justice, ayant un reliquat de peine de 12 mois maximum.

**Référent** :

Personne identifiée par le prestataire pour être l’interlocuteur principal du bénéficiaire lors de tous les entretiens individuels et des regroupements.

**Contrat d’engagement - bilan** i**ndividuel de la prestation** :

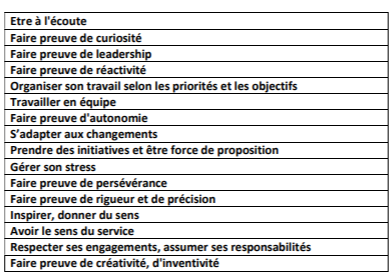
Document de suivi et de bilan de la prestation fourni au titulaire par France Travail

**Questionnaire de satisfaction** : est fourni par France Travail au démarrage du marché. Il est soumis au bénéficiaire, à chaud, à la fin de la prestation

**Questionnaire d’évaluation** : fourni par le prestataire, dans un objectif d’évaluation des progrès réalisés.

# 

Pour information : référentiel des savoir-être professionnels de France Travail



**PRESENTATION DE FRANCE TRAVAIL**

Acteur majeur du marché de l'emploi en France, France Travail est un établissement public administratif, doté de la personnalité morale et de l’autonomie financière, et soumis aux règles comptables applicables aux entreprises industrielles et commerciales. Son directeur général est nommé en conseil des ministres.

France Travail est administré par un conseil d'administration, son action s’appuie sur une direction générale, et une organisation déconcentrée.

Une convention pluriannuelle d’objectifs et de gestion conclue entre l’État, l’Unedic et France Travail, définit les objectifs assignés à France Travail au regard de la situation de l’emploi et des moyens prévisionnels qui lui sont alloués par l’Unedic et l’État.

En matière d’achat, France Travail est soumis aux dispositions du Code de la commande publique.

1. **OBJECTIFS DE LA PRESTATION**

**La prestation « Se propulser vers l’emploi » a pour objectif de permettre à des personnes détenues inscrites en catégorie 4-Placée sous Main de Justice et suivies à ce titre en détention par un conseiller France Travail Justice de travailler la dimension du savoir-être professionnel dans une démarche d’accès à l’emploi et de réinsertion professionnelle. Cette prestation doit leur permettre de mieux se connaitre, de développer et/ou valoriser leurs propres savoir-être professionnels et in fine, d’être capables, à l’appui de méthodes pédagogiques innovantes, d’évoluer avec aisance en milieu professionnel.**

Cette prestation prépare les bénéficiaires à toute action concourant au projet de sortie (participation à un job dating, à un forum, préparation d’une permission de sortie, d’un entretien préalable à la formation, ...) dans un objectif de favoriser leur réinsertion professionnelle et sociale.

Pendant la prestation, le prestataire conduit le bénéficiaire à :

* Appréhender la notion de compétence (savoir, savoir-faire et savoir-être)
* Comprendre la notion de savoir-être professionnel dans ses 3 dimensions (personnelle, collective, liée à l’entreprise) et prendre conscience de son importance dans un recrutement et plus généralement en milieu professionnel,
* Faire prendre conscience du rôle du savoir-être professionnel dans un recrutement et dans le maintien dans l’emploi
* Identifier, intégrer les attentes des entreprises au regard de son projet professionnel, du métier ou secteur recherché et renforcer ses savoir-être professionnels en lien avec ces attendus,
* Identifier ses acquis en termes de savoir-être professionnel et apprendre à les valoriser, à les transformer en atouts,
* Identifier et développer ses savoir-être professionnels manquants pour mieux répondre aux attentes des entreprises.
* **Savoir argumenter par rapport à sa situation particulière**
* **Savoir valoriser son parcours professionnel ou de formation en détention**

1. **PUBLIC CIBLE**

Personnes détenues visées par la convention nationale 2023-2025 entre France Travail et le Ministère de la Justice, à savoir : inscrites en catégorie 4-Placées sous Mains de Justice et suivies à ce titre par un conseiller France Travail Justice, ayant un reliquat de peine de 12 mois maximum.

1. **MODALITE DE PRISE EN CHARGE**

La prestation est :

☐ une prestation individuelle.

☒ une prestation collective.

1. **DUREE DE LA PRESTATION (en jours ouvrés)**

La prestation se déroule sur **15 jours ouvrés** maximum.

Le nombre minimum de participants pour le démarrage de la session est de **6** demandeurs d’emploi.

Le nombre maximal de bénéficiaires par session est de **10**.

Le nombre minimum de participants correspond aux inscrits sous Prest@ppli avant le démarrage de session.

Tous les demandeurs d’emploi démarrent la prestation au même moment. Dès lors que la session est maintenue (nombre minimum de 6 atteint au moment de la clôture des inscriptions), le prestataire est tenu de l’assurer dès le 1er jour de la prestation, même si moins de 6 participants sont présents.

Si l’un des participants est absent lors d’un regroupement, l’intervenant prend contact avec le conseiller justice de France Travail pour déterminer la poursuite ou non de ce bénéficiaire.

1. **ORGANISATION DE LA PRESTATION**

France Travail organise et communique au prestataire les dates prévisionnelles d’intervention dans chaque établissement concerné.

Dans la mesure du possible, une planification annuelle des sessions au sein des différents établissements pénitentiaires est établie.

Les vacances scolaires sont les périodes privilégiées pour l’organisation des sessions.

Pour chaque établissement pénitentiaire et pour chaque session programmée, France Travail, en concertation avec le Service de Probation et d’Insertion Professionnelle (SPIP) de l’établissement concerné, identifie 6 à 10 bénéficiaires volontaires, parmi les personnes détenues accompagnées en détention.

Le prestataire est informé que ces dates peuvent être modifiées par l’administration pénitentiaire qui reste gestionnaire de ses établissements et décisionnaire de la présence ou non du prestataire dans ses locaux.

1. **CONTENU DE LA PRESTATION ET LIVRABLES**

* La prestation « Se propulser vers l’emploi » débute par **un entretien individuel** avec chaque bénéficiaire, réalisé sur une même journée pour l’ensemble du groupe. A cette occasion le contrat d’engagement bilan (L40) est initié.

Durant cet entretien individuel, il est demandé au prestataire **d’évaluer les savoir-être** professionnels, et les problématiques du bénéficiaire **au vu de son projet professionnel,** notamment pour servir de base à la mesure de la progression en fin de prestation.

* **5 jours de regroupements** sont prévus.

Les 5 jours de regroupements se déroulent sur une ou deux semaines.

Les regroupements doivent avoir une durée de 6H, de face à face par journée, dans le créneau horaire 9h – 17h avec une pause déjeuner (non comprise dans les 6H).

Les horaires de la pause déjeuner pourront varier d’un établissement pénitentiaire à l’autre.

Le titulaire devra tenir compte des délais d’approche et de sortie, pour respecter les 6 H de face à face avec les bénéficiaires.

Ces horaires peuvent être modifiés par l’administration pénitentiaire pour des questions d’organisation en restant dans le respect d’une organisation matin / après-midi avec une coupure repas. Les jours de regroupement sont fixés par avance et transmis au SPIP pour réservation des salles.

* La prestation « Se propulser vers l’emploi » se conclut par un **bilan individuel réalisé en collectif** sur la dernière demi-journée de regroupement, au maximum le 15ème jour ouvré suivant l’entretien. Le livrable contrat d’engagement-bilan est complété et finalisé lors de cet entretien, **avec une évaluation de la progression du bénéficiaire**.

Un questionnaire de satisfaction (établi par France Travail) sera à faire remplir aux bénéficiaires.

Le bilan ainsi réalisé devra permettre au référent France Travail du bénéficiaire de poursuivre le travail pour l’accompagnement vers l’emploi.

Pour chaque lot, la prestation se déroule dans les établissements pénitentiaires listés en Annexe 1 au contrat.

La prestation « Se propulser vers l’emploi » est décrite dans le cadre de réponse (proposition technique) fournie par le prestataire dans son offre.

Le titulaire dispose de toutes les marges de manœuvre pour proposer des actions en cohérence avec les objectifs recherchés, et les besoins des bénéficiaires, en respectant le socle de services obligatoires indiqués ci-dessus (1 entretien individuel par bénéficiaire, au démarrage de la prestation, 5 jours de regroupements, avec le bilan collectif sur la dernière ½ journée.)

Il est tenu de mettre en œuvre les actions proposées dans sa proposition technique.

LIVRABLES ATTENDUS :

Dans les **5 jours ouvrés** suivant le dernier jour de la prestation :

* le contrat d’engagement-bilan individuel (L40),
* feuille d’émargement : **elle doit être signée par les bénéficiaires aux différents moments de la prestation (lors de l’entretien individuel ainsi qu’à chaque regroupement).**

doivent être déposés sur la plateforme dédiée Prest@ppli (ou via les API)

**Le prestataire veillera à ce qu’aucune mention du lieu de réalisation ni de la situation de placé sous main de justice du bénéficiaire ou toute autre mention qui restreindrait le droit à l’oubli, n’apparaissent dans le bilan.**

Ces deux livrables sont téléversés par le prestataire sur le portail ou via API pour chacun des bénéficiaires.

1. **GOUVERNANCE ET DEPLOIEMENT DU MARCHE**

## **VII.1 Gouvernance**

Le Titulaire ou le mandataire assure le pilotage de l’activité de son groupement. Il garantit la qualité des prestations délivrées par chacun de ses sous-traitants ou cotraitants en réalisant notamment des reporting réguliers, des audits, et en appliquant des indicateurs de performance.

Il organise, au moins une fois par semestre, une revue de marché ayant pour objet d’aborder les difficultés rencontrées lors de l’exécution de la prestation et de mettre en œuvre des plans d’actions correctives.

France Travail se réserve la possibilité de contrôler, lors des audits, l’effectivité de la gouvernance mise en place.

## **VII.2 Déploiement du marché**

Toute personne participant à l’exécution des prestations (cotraitant, sous-traitant, intervenant, manager…) doit être formée préalablement.

Le Titulaire vérifie que l'ensemble de ses intervenants sont bien à niveau avant d’intervenir auprès des bénéficiaires. A cette fin, il met en place un retour d'expérience durant les quatre premiers mois afin de s'assurer de la bonne exécution du marché et, le cas échéant, de la mise en place de plans d'actions correctives.

1. **MOYENS ET COMPETENCES NECESSAIRES**

## **VIII.1 contraintes matérielles**

Le matériel nécessaire à l’animation des sessions devra être listé au préalable. Cette liste exhaustive sera communiquée au SPIP et au conseiller France Travail Justice au minimum 15 jours avant la 1ère intervention afin d’obtenir de l’administration pénitentiaire l’autorisation d’entrée de ce matériel dans l’établissement.

Cette autorisation reste valide sauf si il y a un changement de consultant ou de matériel (modalités de réalisations). Dans ces cas-là, les autorisations sont à redemander.

Selon l’établissement et/ou l’évolution des directives, une demande d’autorisation pour chaque session, pourra être nécessaire.

## **Il est à noter l’absence d’accès internet**.

**De même, aucun ordinateur ne pourra être introduit au sein des établissements concernés, et dans la plupart des cas, aucun ordinateur ou tablette ne sera mis à sa disposition.**

## **VIII.2 Les intervenants**

Les intervenants prenant part à l’exécution de cette prestation doivent *a minima* être à l’aise sur le champ de la compétence, notamment relationnelle et disposer d’une expérience de 2 ans minimum en animation de groupes auprès de publics, avec des freins importants à l’insertion professionnelle.

Il sera particulièrement apprécié une expérience avec le public carcéral, ou sortant de prison.

**Au regard des conditions d’exercice particulières de cette prestation et afin d’obtenir l’accès à l’établissement pénitentiaire, le bulletin numéro 2 du casier judiciaire des intervenants sera vérifié par l’administration pénitentiaire.**

**A cette fin, le prestataire devra communiquer les copies des pièces d’identité des intervenants au minimum 15 jours avant leur intervention.**

1. **RENCONTRE PREALABLE AUX PREMIERES PRESCRIPTIONS**

Entre la notification et la date de prise d’effet du marché, il est demandé au titulaire, d’organiser une réunion de lancement auprès de chaque agence du lot considéré, ayant un établissement pénitentiaire dans son périmètre d’intervention, sur demande de celle-ci ou de la direction départementale. La liste des agences concernées figure en annexe 3 du présent CCFT.

En cas de groupement d’opérateur économique ou de sous-traitance, la réunion de lancement est menée par le ou les opérateurs amenés à réaliser la prestation prescrite par les agences considérées.

Cette réunion a pour objet de présenter la prestation, ses objectifs, son déroulement ainsi que les outils et méthodes pédagogiques envisagés pour accompagner efficacement les bénéficiaires.

Il pourra être demandé une réunion en format webinaire, en lieu et place de la totalité ou d’une partie des réunions ci-dessus mentionnées, avec mise à disposition des supports présentés.